

SOMMET



**de l'économie sociale
et solidaire**

Rapport du séminaire
« Les jeunes et l'économie sociale »
2006

Organisé par le **Chantier de l'économie sociale** en collaboration avec
l'**Alliance de recherche universités-communautés en économie
sociale** à l'occasion de la préparation du *Sommet de l'économie sociale et
solidaire*

13 octobre 2006, Montréal (Québec)



CHANTIER
DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

aruc : ÉCONOMIE SOCIALE : rqrp

MEMBRES DU COMITÉ ORGANISATEUR DU SÉMINAIRE JEUNESSE

Anaïs Bertrand-Dansereau, Alliance de recherche universités-communautés en économie sociale

Véronique De Sève, CSN

Jean-Sébastien Dufresne, Iciéla

Hélène Dumais, Conseil permanent de la jeunesse

Isabel Faubert-Mailloux, Regroupement québécois pour la coopération du travail

Gabrielle Gérin, Chantier de l'économie sociale

Pierre-Luc Gravel, Table de concertation des Forums jeunesse régionaux

Geneviève Huot, Chantier de l'économie sociale

Mélanie Jolin, Réseau d'investissement social du Québec

Philippe Leclerc, Laboratoire de recherche sur les pratiques et les politiques sociales

Alexandre Meunier, Institut du Nouveau Monde

Nancy Neamtan, Chantier de l'économie sociale

Nicolas Poirier-Quesnel, Coalition des organismes communautaires pour le développement de la main-d'oeuvre

Geneviève Shields, Alliance de recherche universités-communautés en économie sociale

PRODUCTION CONJOINTE :

Chantier de l'économie sociale • 4200, rue Adam • Montréal (Québec) H1V 1S9
Téléphone 514 899-9916 • 1 888 251-3255 • télécopieur 514 899-0114
www.chantier.qc.ca

Alliance de recherche universités-communautés en économie sociale
UQAM, C. P. 8888 succursale Centre-ville, Montréal (Québec) H3C 3P8
Téléphone 514 987-3000, poste 2574 • télécopieur 514 987-6913
www.aruc-es.uqam.ca

© Chantier de l'économie sociale, octobre 2006

© ARUC en économie sociale, octobre 2006

Note : le genre masculin est utilisé sans discrimination dans le seul but d'alléger le texte.

RÉSUMÉ

Dans la foulée des activités de la Saison de l'économie sociale et solidaire, le comité jeunesse du Chantier a entrevu la possibilité de pousser plus loin la réflexion sur la place des jeunes au sein du mouvement. À cet effet, un sondage visant à explorer les perceptions des jeunes sur l'économie sociale a été conçu, auquel plus de 500 jeunes ont répondu.

À partir des résultats du sondage et de la mise en commun de différents bilans, un événement jeunesse a permis de réunir une quarantaine de participants-es en vue de cerner quelques défis et enjeux inhérents à l'implication des jeunes et aux projets dont ils sont porteurs en économie sociale. Dans un contexte où l'absence de relève dans les entreprises d'économie sociale peut mettre en péril la poursuite de ses activités à plus long terme, il apparaît nécessaire que les jeunes puissent faire valoir perceptions et aspirations relatives au développement de l'économie sociale.

Ce rapport se veut une synthèse préliminaire aux actes du séminaire qui paraîtront à l'ARUC-ÉS. Nous espérons que les éléments de réflexion ainsi que les recommandations mises de l'avant pourront alimenter les échanges lors du Sommet de l'économie sociale et solidaire, les 16 et 17 novembre 2006.

REMERCIEMENTS

La réalisation de cet événement jeunesse a été rendue possible grâce à la participation financière du Secrétariat à la jeunesse du gouvernement du Québec. Nous désirons les remercier chaleureusement pour cette précieuse contribution.

INTRODUCTION

Depuis les dix dernières années, l'économie sociale au Québec, au même titre que les secteurs public et privé, a été marquée par des défis engendrés par le vieillissement de la population, par la nécessité de développer et revitaliser les régions dans un contexte d'exode des jeunes vers les grands centres, ainsi que par la nécessité de consolider et de renouveler sa main-d'œuvre. Les jeunes œuvrant présentement au sein des organisations et entreprises d'économie sociale et solidaire, qu'ils soient travailleurs, gestionnaires, administrateurs, entrepreneurs, bénévoles, étudiants ou chercheurs, croient qu'il est possible de relever certains de ces enjeux en se donnant les moyens réalistes de relever les défis et enjeux de l'heure.

Mouvement des jeunes au Québec : le virage des années 2000

Toutefois, il faut reconnaître que la question jeunesse, tout comme l'économie sociale, a fait du chemin depuis les dernières années. Depuis le Sommet du Québec et de la jeunesse de 2000, des avancées notables ont été réalisées sur les plans des espaces et des outils dédiés à la jeunesse et au financement de leurs projets. On pense, entre autres, aux Forums jeunesse régionaux qui, a priori, n'étaient pas envisagés comme une structure permanente, mais qui se sont vus reconnus comme tel lors du Sommet de 2000. Le Fonds jeunesse mis en place pour soutenir les principes d'action dégagés lors du Sommet a servi de puissant levier pour le développement d'un mouvement jeunesse régionalisé à l'échelle du Québec.

En 2002, l'arrivée des Fonds régionaux d'investissement jeunesse (FRIJ) a permis aux jeunes de s'approprier un précieux outil de développement social pour les régions du Québec. En 2006, c'est plus de 30 millions de dollars qui sont gérés par les Forums jeunesse pour des actions jeunesse structurantes dans toutes les régions du Québec. Le développement des initiatives d'économie sociale a bénéficié de ce levier exclusivement géré par et pour des jeunes.

La reconnaissance de l'économie sociale comme levier de développement pour les jeunes

Avec la Stratégie d'action jeunesse 2006-2009 du gouvernement du Québec, de nouvelles priorités d'action voient le jour. L'économie sociale pourra-t-elle bénéficier d'un soutien et d'une reconnaissance accrue de son potentiel et de l'attrait qu'elle représente comme option de développement pour les jeunes et leurs communautés? Pour que l'économie sociale soit pleinement estimée à sa juste valeur, des actions de promotion et de sensibilisation additionnelles devront être déployées par et pour des jeunes afin que ces derniers puissent être informés adéquatement de façon à ce qu'ils puissent faire les choix qui répondent à leurs valeurs et aspirations propres.

1. BILAN DU SONDAGE

En prévision de la Saison de l'économie sociale, le Chantier de l'économie sociale a réalisé un sondage à l'attention des jeunes de moins de 35 ans afin d'estimer leurs perceptions de l'économie sociale. Ce sondage diffusé principalement sur Internet à l'été 2006, a permis de rejoindre plus de 500 jeunes répondants à l'échelle du Québec.

Les résultats démontrent que les jeunes ont une perception très positive de l'économie sociale. 94% des jeunes se sont dit attachés ou très attachés aux valeurs portées par le secteur ; la solidarité, le développement durable, les pratiques démocratiques ainsi que la prise en charge collective constituent des principes d'action qu'ils retrouvent dans ce secteur. Pour eux, l'économie sociale constitue un puissant levier de développement local et représente une manière d'entreprendre différemment.

On dénote toutefois une forte nécessité de développer des outils d'information et de promotion sur l'économie sociale : 87% des jeunes répondants jugent ces activités importantes ou très importantes à opérer. Il faut donc tenter de lever les obstacles importants à l'amélioration de la reconnaissance par les jeunes de l'économie sociale comme modèle d'entrepreneuriat viable. À cet effet, les jeunes répondants soulignent que les formations scolaires devraient davantage présenter le modèle de gestion participative et démocratique dans les différents contenus de formation traitant de l'entrepreneuriat.

À la lumière des constats du sondage, les jeunes semblent effectivement percevoir l'économie sociale comme une « valeur ajoutée » garante de l'avenir et du développement des régions du Québec.

2. SÉMINAIRE JEUNESSE : LES AXES DE RÉFLEXION

2.1 S'appuyer sur des pratiques de consommation responsable

À l'instar des résultats du sondage, les échanges lors de l'événement jeunesse ont permis de rendre compte de l'importance du volet de la consommation responsable comme « porte d'entrée » vers l'économie sociale, c'est-à-dire que cet aspect recèle un potentiel attractif pour les jeunes afin de créer un premier contact avec l'économie sociale. Pratique à laquelle ils s'identifient fortement, la consommation responsable est très prisée par la jeune génération; il apparaît naturel que les acteurs de l'économie sociale valorisent ce volet d'action et offrent des produits et services qui reposent sur des processus de production démocratiques et équitables qui génèrent des impacts positifs pour les entreprises d'économie sociale, les collectivités locales d'ici et d'ailleurs et qui préservent l'environnement et les écosystèmes.

Toutefois, les jeunes sont très conscients des risques de récupération des valeurs et des actions portées par la consommation responsable. Dans un contexte où elle peut s'apparenter à un mode de commercialisation en vogue, la consommation responsable pourrait se voir récupérer à des fins lucratives ou de contrôle des marchés par des entreprises à but lucratif qui ne respectent pas foncièrement des principes de production équitables, démocratiques et solidaires.

2.2 Emplois et conditions de travail

Le manque de relève en économie sociale, semble en partie s'expliquer par le fait que les organisations du secteur ne sont pas en mesure d'offrir des conditions salariales avantageuses ainsi que des régimes complémentaires attrayants. La précarité d'emploi qui s'observe, notamment par l'entremise de contrats de courte durée, n'est pas propice au développement professionnel des jeunes et à leur implication dans les différents milieux de travail. En effet, les difficultés auxquelles font face les entreprises et organisations d'économie sociale en matière de financement ne leur permettent pas de stabiliser leur main-d'œuvre et de recruter de nouveaux employés dans une perspective de développement à long terme. Cette réalité difficile fait en sorte que les employés des entreprises d'économie sociale consacrent beaucoup de temps et d'énergie à leur travail, souvent de façon bénévole, ce qui peut les conduire à l'épuisement.

Malgré ce portrait structurel plutôt pénalisant, le secteur de l'économie sociale représente malgré tout un choix de carrière pour plusieurs. En raison des valeurs qui le constituent, de la flexibilité des horaires, de l'ouverture à la conciliation travail-famille ainsi que des aspects qui agissent comme puissants stimulants en emploi (autonomie, créativité, vie démocratique et communautaire, tâches polyvalentes), le secteur de l'économie sociale apparaît avantageux pour plusieurs.

Lors des échanges, plusieurs ont réaffirmé l'importance de concilier le travail et la vie personnelle. La nécessité de maintenir un équilibre entre activités professionnelles et activités familiales/personnelles, peut être respectée lorsque l'on œuvre en économie sociale. À défaut de compter sur des salaires concurrentiels, les organisations d'économie sociale auraient avantage à déployer des pratiques de gestion participative et démocratique et à s'appuyer sur une politique de gestion des ressources humaines qui laisse beaucoup de place à l'autonomie et aux projets de vie personnelle.

2.3 Participation des jeunes à la vie démocratique

Malgré les avancées des dix dernières années en économie sociale, il faut reconnaître qu'il reste beaucoup de chemin à faire pour que les jeunes participent activement à la vie démocratique des entreprises et organisations d'économie sociale. Tout comme dans la fonction publique et les milieux syndicaux, on retrouve très peu de jeunes de moins de 35 ans au sein des instances décisionnelles (conseils d'administration, exécutifs, etc.). Ceci empêche souvent certains enjeux concernant les jeunes et la question de la relève en économie sociale d'être mis de l'avant et pris en compte par les entreprises, organisations et divers réseaux.

Encore une fois, les jeunes ne sont pas dupes des formes de participation aux instances décisionnelles. Ils estiment que la place des jeunes dans les instances démocratiques en ÉS ne devrait pas être promulguée simplement pour avoir bonne conscience, mais dans la mesure où elle apporte une contribution pertinente et s'appuie sur des mécanismes de représentation crédibles. En ce sens, cette représentation jeunesse pourrait s'articuler autour d'un réseau décentralisé vers les régions et localités de façon à s'appuyer sur le développement des diverses initiatives à l'échelle des régions et des secteurs d'activités.

2.4 Promouvoir l'économie sociale pour le développement des jeunes et des régions

Les régions du Québec sont marquées par les défis engendrés par le vieillissement de la population, l'exode des jeunes vers les grands centres et le chômage croissant provoqué par la délocalisation des grandes entreprises privées. L'économie sociale offre dans ce contexte une voie de revitalisation et de développement local et régional qui peut être investi et porté par les jeunes.

En effet, l'économie sociale en région semble représenter une alternative louable pour les jeunes qui souhaitent demeurer ou retourner dans leur région d'origine. Ainsi, ces derniers y sont souvent porteurs d'initiatives novatrices ayant un impact réel sur leur communauté (on pense ici à des projets touchant notamment les médias électroniques, l'agriculture biologique et les produits du terroir, l'écotourisme et le développement durable, etc.). On note toutefois la résistance parfois vive de certains élus locaux et communautés à la mise en œuvre d'entreprises d'économie sociale; ces initiatives seront donc souvent perçues comme une organisation peu soucieuse de pérennité parce jugée marginale dans ses principes de gestion et sa forme juridique. Pour modifier et influencer les conceptions traditionnelles du développement, de jeunes entrepreneurs croient qu'il serait pertinent de mieux former et informer les divers acteurs du développement régional ainsi que de fournir aux entrepreneurs les arguments nécessaires permettant de traduire les retombées positives de ce type d'initiatives.

2.5 Décloisonnement de l'économie sociale et partenariats nécessaires

Le « cloisonnement » de l'économie sociale, interne et par rapport aux secteurs privé et public, a été identifié comme un obstacle à son expansion. Ainsi, les entreprises et organisations d'économie sociale des divers secteurs devraient miser sur les principes qu'elles partagent pour renforcer leur reconnaissance et position dans un modèle d'économie plurielle. Ainsi, les divisions entre le modèle coopératif et les autres entreprises sociales sont considérées comme des freins importants à la promotion des pratiques de développement démocratiques. Sans faire fi des distinctions qui existent, les jeunes sont en faveur d'un rapprochement entre les constituantes du Conseil québécois de la coopération et de la mutualité et celles du Chantier de l'économie sociale. Un premier pas dans cette direction, serait de mettre en place des mécanismes permettant d'exploiter le marché « intérieur » de la nébuleuse de l'économie sociale, en encourageant la collaboration et l'échange de produits et services entre entreprises et organisations du secteur.

De plus, les organisations et entreprises d'économie sociale devraient accroître leurs liens avec les entreprises du secteur privé à but lucratif qui épousent des principes et valeurs qui correspondent aux leurs et ainsi abolir le mythe que toutes les entreprises privées sont foncièrement mauvaises et mal intentionnées. Un dialogue accru avec les pouvoirs publics et une collaboration saine au sein de projets gouvernementaux novateurs, constituent également des approches garantes de l'avenir.

Il faut ensuite continuer à exploiter le marché « intérieur » de la nébuleuse de l'économie sociale, en encourageant la collaboration et l'échange de produits et services entre entreprises et organisations d'ÉS.

2.6 Des spécificités à prendre en compte

2.6.1. Jeunes anglophones et ouverture sur le monde

L'économie sociale au Québec a beaucoup à gagner dans la formation, l'accroissement du réseautage et de la collaboration avec le secteur anglophone, au Québec comme dans le Canada anglais. Toutefois, les jeunes anglophones reconnaissent que la documentation portant sur l'économie sociale est rarement disponible en anglais, ce qui constitue un manque pour le travail des organisations anglophones qui en font la promotion. Ainsi, il importe de prendre en compte cette spécificité de façon à formuler des outils bilingues.

Dans un contexte d'internationalisation de l'économie sociale et du rapprochement avec les autres nations du monde, il importe de connaître les initiatives d'économie sociale provenant du Canada

anglais et d'ailleurs et de faire connaître les avancées notables réalisées par le Québec à ce chapitre. Ainsi, nous devons développer des outils de promotion qui puissent être adaptés aux populations et à leur langue d'origine.

2.6.2 Femmes et entrepreneurship en économie sociale

Il semble que les jeunes femmes porteuses de projets d'économie sociale rencontrent un lot de difficultés liées à la fois à leur âge et à leur sexe. Certaines, malgré une formation académique en gestion et une solide expérience de travail, se heurtent à des difficultés d'accès au capital auprès des bailleurs de fonds. Ainsi, il apparaît que les jeunes femmes entrepreneures ont doublement besoin de soutien afin d'accroître la crédibilité de leur projet d'entreprise en particulier lors de la réalisation du plan d'affaires, du démarrage de l'entreprise et de son financement initial.

2.6.3 Jeunes exclus et participation citoyenne

Plus que jamais, le Québec n'a pas avantage à ce que des jeunes vivent en marge de la société et décrochent socialement, académiquement et économiquement. L'économie sociale contribue fortement à lutter contre l'exclusion par les possibilités qu'elle offre, dans plusieurs de ses secteurs d'activités, de contribuer à la formation et au soutien des jeunes en quête d'insertion sociale et professionnelle. Il faut s'assurer que les pratiques actuelles ainsi que le pouvoir d'initiative des organisations continuent à innover pour faire en sorte que les jeunes les plus vulnérables puissent développer et affirmer leur citoyenneté.

3. PISTES D'ACTION

Les participants au séminaire, jeunes oeuvrant présentement au sein d'organisations et entreprises d'économie sociale et solidaire (travailleurs-ses, gestionnaires, administrateurs-trices, entrepreneurs-es, bénévoles, étudiants-es ou chercheurs-ses), jugèrent possible et nécessaire de relever ces enjeux. Pour cela, il faudrait privilégier notamment les pistes d'action générales suivantes, visant à améliorer la contribution et l'implication des jeunes dans le mouvement de l'économie sociale.

1. **Assurer le développement d'un réseau jeunesse en économie sociale, solide et dynamique, structuré à l'échelle nationale ainsi que dans toutes les régions du Québec, pour faire de la jeunesse une actrice incontournable en ÉS :**

- Chaque réseau et/ou secteur devrait être encouragé à constituer un comité jeunesse;
- La participation des jeunes à la vie démocratique du mouvement ainsi que leur présence dans les instances décisionnelles devraient être encouragée notamment au sein des différents conseils d'administration des organismes, regroupements et du Chantier;
- Cet effort de réseautage devra s'axer sur la régionalisation des réseaux existants;
- Un effort de réseautage important devra être fait au sein des différents milieux de l'économie sociale, mais aussi auprès d'autres mouvements sociaux de façon à consolider l'implication de la relève à travers des initiatives garantes de l'avenir.

2. **Miser sur la reconnaissance et la promotion de l'économie sociale chez les jeunes**

- en visant les établissements et programmes d'éducation;
- par des campagnes de sensibilisation larges, qui mettent l'accent sur la consommation responsable, sur le modèle de l'entrepreneuriat collectif en tant que modèle d'entreprise viable, et sur les voies offertes par l'économie sociale en tant qu'outil de revitalisation et de dynamisation des régions;
- Une sensibilisation devra aussi se faire auprès des réseaux, entreprises et organisations d'économie sociale, pour favoriser l'intégration des jeunes et valoriser leur participation à la vie démocratique de ces institutions;
- Consolider et faire connaître davantage les programmes, outils financiers et outils de gestion existants pour soutenir l'entrepreneuriat collectif jeunesse.

3. **Il faut également viser l'amélioration des conditions de travail et la diminution de la précarité de l'emploi en ÉS pour s'assurer de la présence et de la formation d'une relève compétente et durable :**

- En développant des mesures concrètes et solidaires, comme la création d'un régime d'assurances collectives, de régimes de retraite, etc.;
- Miser sur les pratiques de gestion des ressources humaines qui favorisent la conciliation du travail avec la vie personnelle et familiale;
- Pour attirer la relève et retenir les jeunes déjà en poste, une démarche de réflexion et des actions devront être entreprises par tous les acteurs de l'économie sociale de façon sérieuse, urgente et concertée, en accordant une attention particulière à la formulation de pistes d'action spécifiques adaptées aux différents secteurs.